



## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 16 novembre 2017

**Date de la convocation :** 9 novembre 2017

L'an deux mille dix-sept, et le seize novembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de CLAPIERS (Hérault), dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.

**Etaient Présents :** : Eric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD  
Gilles CHRETIEN - Séverine TEILHARD-RIOLA - Thierry NOEL - Servane BESSOLES - Yves FANJAUD - Guillaume BUREL - Monique BARON - Gilles DUTAU - Gabrielle CROUZIL -Guy MARTRE -Christine DAVY - Marjolaine AVENTURIER - Julien BASCOUL - Vanesa DEDIEU - Guy FILLET - Michel CHASTAING - Marie-Noëlle SIBIEUDE – Cécile PAGES

**Etaient Représentés :** Brigitte MIAS représentée par Gilles CHRETIEN  
Anne VINCENT-FAGOT représentée par Séverine TEILHARD-RIOLA  
Simon UGUEN représenté par Gilles DUTAU  
Bernard DUVIC représenté par Michel CHASTAING  
Vincent MEYNIER représenté par Thierry VINDOLET (A partir de l'affaire 18)

**Etaient Absents :** Philippe FOULON  
Faouzia DAHMANE

**Nombre de conseillers :**

- En exercice : 29
- Présents : 23 (22 à partir de l'affaire 18)
- Votants : 27

---

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 20 septembre 2017 et qui sont les suivantes :

- **Décision 2017-046 du 27 septembre 2017 :** Conclusion d'un contrat de vente de carburant GNV pour l'approvisionnement des véhicules de la Commune avec la Société GN Vert, pour une période d'un an, renouvelable quatre fois par tacite reconduction, soit une durée totale de cinq ans.
- **Décision 2017-047 du 5 octobre 2017 :** Conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise LA CENTRALE FUNERAIRE, d'un montant de 9 958,33 € HT pour des travaux de construction d'un columbarium dans l'ancien cimetière de la Commune.
- **Décision 2017-048 du 5 octobre 2017 :** Conclusion d'un contrat de maintenance des équipements Hewlett-Packard avec la Société SITEL, d'une durée d'un an et pour un coût annuel de 1 056 €.
- **Décision 2017-049 du 18 octobre 2017 :** Décision d'assurer la défense de la Ville de Clapiers compte tenu de la requête en référé assortie d'un recours en excès de pouvoir N°1703949 présentée par Madame Adéla BARBU devant le Tribunal Administratif de Montpellier.
- **Décision 2017-050 du 26 octobre 2017 :** Conclusion d'un contrat de fournitures de services de télécommunication portant sur la téléphonie mobile avec l'entreprise ORANGE, pour une durée de 24 mois et d'un montant de 9 070,80 € HT.

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CES DECISIONS**

---

## AFFAIRES GENERALES

---

### Affaire n° 01

#### **Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 20 septembre 2017**

Monsieur le Maire soumet au vote le Procès-Verbal du 20 septembre 2017, envoyé avec le dossier du Conseil Municipal,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Après avoir pris connaissance du Procès-Verbal de la séance du 20 septembre 2017,

APPROUVE à l'unanimité ce document.

### Affaire n° 02

#### **Approbation du rapport annuel du Président du Syndicat Mixte Garrigues Campagne**

Monsieur Vincent MEYNIER, conseiller municipal, délégué au Syndicat Mixte Garrigues Campagne propose au Conseil Municipal d'approuver le rapport annuel du Président du Syndicat Mixte Garrigues Campagne.

Il présente le document synthétique annexé à la présente qui a fait l'objet d'un envoi à l'ensemble des conseillers municipaux.

Le Conseil Municipal après en avoir débattu approuve ce rapport à la majorité (26 voix pour, 1 voix contre).

### Affaire n°03

#### **Budget participatif : Validation du ou des projets retenus par les Clapiérois**

Madame Marjolaine AVENTURIER, conseillère municipale déléguée à la démocratie de proximité rappelle que dans sa séance du 23 mars 2017, le Conseil Municipal a décidé de mettre en place un budget participatif, à titre expérimental, permettant ainsi d'associer de façon accrue les clapiérois à la politique financière municipale.

La somme de 63 000 €, qui correspondait à des dépenses nouvelles d'investissement dans le budget de l'exercice 2017, a ainsi été allouée à la réalisation de ces projets.

Quarante-deux projets ont été reçus en Mairie.

Comme cela avait été mentionné dans le mode d'emploi adopté par le Conseil Municipal, dans la séance précitée, ces projets ont fait l'objet d'un premier examen.

Ont donc été retenus, dans un premier temps, les projets correspondant à des dépenses d'investissement (au sens budgétaire du terme), d'intérêt général, de la compétence exclusive de la Commune et déposés par les Clapiérois inscrits sur les listes électorales de la Commune.

Quatorze projets ont été déclarés recevables à ce premier niveau d'examen et ont fait l'objet d'une étude de faisabilité et d'un chiffrage estimatif par le responsable des services techniques et l'élu délégué aux travaux.

Les quatorze projets ont été déclarés faisables techniquement et entrant dans l'enveloppe financière allouée par le Conseil Municipal.

Ils étaient les suivants :

N° D'ARRIVEE	AUTEUR DU PROJET	OBJET	LIEU D'IMPLANTATION	COUT ESTIMATIF
1	Association Clapiers Rando	Vidéo projecteur et sono indépendante	Salle MALIGE	9 200 €
2	RIEU Laurent	Aménagement d'un espace loisirs et convivialité	Proximité tennis et parking de l'école primaire	55 000 €
3	MALIGE Béatrice	Amélioration du chauffage (Climatisation réversible) et insonorisation de la salle de projection	Salle MALIGE	36 700 €
4	BASTIAN Eliette	Complément de jeux pour enfants de 7/10 ans et plantation d'arbres	Rue L BOMPAR	63 000 €
5	KAN Françoise	3 bancs publics	Chemin du Martinet- Tour de Guet	2 100 €
6	DEMUYT Valérie	Aire de jeux pour enfants 2/12 ans- plantation d'arbres-	Proximité skate parc Médiathèque	63 000 €
7	BROUWERS Marinus	Aire de jeux : 2 poteaux de but et panier de basket	Bassin de rétention La Valette	5 000 €
8	Association Clapiérois du Fesquet	Aire de jeux pour enfants et Boulodrome	Extrémité rue de la Grange	63 000 €
9	GAUTHERIE Claire	Installation d'anneaux pour attacher les vélos	Parking Baillarguet au pied de la forêt	1 200 €
10	CASTANIE	Audio guide	Eglise	6 700 €
11	ALABEDRA Marie-Christine	Création d'un mini skate pour enfants de moins de 6 ans	Proximité Médiathèque	63 000 €
12	COLAS Christine	Bancs et tables pique-nique	Forêt	4 200 €
13	REICHERT Stéphane	Pose d'une table et de panneaux d'orientation	A proximité de la tour de Guet	21 000 €
14	MAUREL Ginette	Installation d'un espace convivialité : bancs, tables	Secteur de la Plaine	6 000 €

Ils ont été étudiés par la Commission extra-municipale Démocratie de Proximité le 5 septembre 2017.

Cette Commission a sélectionné les quatorze projets et la liste définitive a été arrêtée par le Maire le 6 septembre, conformément à cette sélection.

Ces projets ont ensuite été présentés par leurs auteurs au cours d'une réunion publique qui s'est déroulée le 3 octobre 2017.

En date du 11 octobre dernier, ces quatorze projets ont été soumis au vote des clapiérois.

Elle rappelle que chaque électeur avait la possibilité de voter pour un ou plusieurs projets dans la limite du montant maximum de l'enveloppe budgétaire allouée par le Conseil Municipal, soit 63 000 €.

Le résultat de ce scrutin a été le suivant :

INSCRITS	Nombre	Pourcentage
VOTANTS	4 196	
BULLETINS BLANCS	360	8,58%
BULLETINS NULS	1	
SUFFRAGES EXPRIMÉS	10	
	349	

#### SUFFRAGES EXPRIMÉS PAR PORTEUR DE PROJET

Candidats	Montant des projets	Suffrages exprimés	Classement
CLAPIERS RANDO (Vidéo projecteur fixe salle MALIGE)	9 200,00 €	<b>115</b>	<b>3</b>
RIEU L (Aménagement espace loisirs)	55 000,00 €	<b>18</b>	13
MALIGE B (Chauffage réversible, insonorisation salle MALIGE)	36 700,00 €	<b>81</b>	<b>6</b>
BASTIAN E (Jeux pour enfants rue BOMPAR)	63 000,00 €	<b>5</b>	14
KAN F (3 bancs publics chemin du Martinet Tour de Guet)	2 100,00 €	<b>141</b>	<b>1</b>
DEMUYT V (Aire de jeux pour enfants proximité médiathèque)	63 000,00 €	<b>62</b>	10
BROUWERS M (Aire de jeux quartier LAVALETTE)	5 000,00 €	<b>74</b>	8
CLAPIEROIS DU FESQUET (Aire de jeux pour enfants rue de la Grange)	63 000,00 €	<b>50</b>	11

Candidats	Montant des projets	Suffrages exprimés	Classement
GAUTHERIE C (Installation d'anneaux pour les vélos parking Baillarguet)	1 200,00 €	<b>96</b>	<b>4</b>
PAROISSIENS DE CLAPIERS (Visite audio guidée de l'Eglise)	6 700,00 €	<b>72</b>	9
ALABEDRA MC (Mini skate parc à côté de la médiathèque)	63 000,00 €	<b>28</b>	12
COLAS C (Bancs et tables de pique-nique dans la forêt)	4 200,00 €	<b>117</b>	<b>2</b>
REICHERT S (Table d'orientation à côté de la tour de Guet)	21 000,00 €	<b>79</b>	7
MAUREL G (Bancs et table secteur de la Plaine)	6 000,00 €	<b>88</b>	<b>5</b>

Conformément aux dispositions contenues dans le Mode d'Emploi du Budget Participatif, elle demande au Conseil Municipal de valider la liste des projets retenus par les Clapiérois, dans la limite de l'enveloppe disponible, soit les projets suivants :

- **Projet n° 1** : Mise en place de 3 bancs publics chemin du Martinet/ tour de Guet Auteur F KAN / Estimation : 2 100 €
- **Projet n° 2** : Mise en place de bancs et tables de pique-nique dans la forêt / Auteur C COLAS / Estimatif : 4 200 €
- **Projet n° 3** : Mise en place d'un vidéo projecteur fixe salle MALIGE/ Auteur : Association Clapiers RANDO / Estimatif : 9 200€
- **Projet n° 4** : Installation d'anneaux pour les vélos parking Baillarguet/ Auteur : C GAUTHERIE / Estimatif : 1 200 €
- **Projet n° 5** : Installation de bancs et table secteur de la Plaine / Auteur : G MAUREL/ Estimatif : 6 000€
- **Projet n° 6** : Mise en place d'un chauffage réversible et de l'insonorisation de la salle MALIGE / Auteur : B MALIGE / Estimatif : 36 700 €

Soit un total estimatif arrêté à la somme de 59 400 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de valider les projets suivants :

- **Projet n° 1** : Mise en place de 3 bancs publics chemin du Martinet/ tour de Guet Auteur F KAN / Estimation : 2 100 €
- **Projet n° 2** : Mise en place de bancs et tables de pique-nique dans la forêt / Auteur C COLAS / Estimatif : 4 200 €
- **Projet n° 3** : Mise en place d'un vidéo projecteur fixe salle MALIGE/ Auteur : Association Clapiers RANDO / Estimatif : 9 200€
- **Projet n° 4** : Installation d'anneaux pour les vélos parking Baillarguet/ Auteur : C GAUTHERIE / Estimatif : 1 200 €
- **Projet n° 5** : Installation de bancs et table secteur de la Plaine / Auteur : G MAUREL/ Estimatif : 6 000€
- **Projet n° 6** : Mise en place d'un chauffage réversible et de l'insonorisation de la salle MALIGE / Auteur : B MALIGE / Estimatif : 36 700 €

Soit un total estimatif arrêté à la somme de 59 400 €.

#### Affaire n°04

##### Désignation d'un élu pour siéger au sein de l'Agence Locale de l'Energie

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de désigner un représentant pour siéger au sein de l'Assemblée Générale de l'Agence Locale pour l'Energie, suite à l'adhésion de la Commune de Clapiers à cette structure.

Il propose la candidature de Thierry NOEL, adjoint délégué au développement durable.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

Aucune autre candidature n'est déposée.

Il demande au Conseil Municipal de voter à main levée.

Le Conseil Municipal accepte cette proposition à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré désigne à l'unanimité Thierry NOEL en qualité de membre de l'Agence Locale pour l'Energie.

## Affaire n° 05

### **Instauration de frais de dossiers pour la demande de prise d'arrêté de Police Municipale**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que la Police Municipale rédige chaque année environ deux cents arrêtés en matière de police de la circulation, de stationnement, d'occupation du domaine public.

Sur ce nombre, les deux tiers environ sont destinés à des entreprises. Ces actes ont un coût non négligeable pour la collectivité : temps de travail des agents, fournitures de bureau notamment. Des abus sont régulièrement relevés (demandes tardives, multiplication des demandes de prise d'arrêtés suite à la non réalisation de travaux...)

Certaines collectivités ont fait le choix d'instaurer des frais de dossier facturés aux entreprises à chaque demande.

Il propose au Conseil Municipal d'instaurer des frais de dossier pour la rédaction d'actes. Ils seront facturés uniquement aux entreprises, la gratuité sera maintenue pour les demandes provenant des particulier et des associations. Le montant de ces frais s'élèvera à 20€.

Après en avoir délibéré par 23 voix pour, 3 voix contre et 1 abstentions, le Conseil Municipal :

- autorise l'instauration de frais de dossier pour la prise d'actes de Police Municipale demandés par les entreprises, au tarif de 20€, à compter du 1er janvier 2018.
- autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire

## FINANCES

## Affaire n° 06

### **Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole (CLETC)**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, rappelle que conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges dans de nombreux domaines.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 19 septembre 2017. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC est soumis à l'approbation des communes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération et autorise le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## Affaire n° 07

### **Attributions de Compensation définitives pour l'exercice 2017**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, rappelle que la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le 19 septembre 2017 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation définitives. Par rapport aux Attributions de Compensation provisoires, ces évaluations prennent en compte les correctifs des données individuelles communales portant sur les compétences Voirie/Nettoyement, Habitat/Logement, ainsi que le transfert sur les emprunts transférés par certaines communes. La CLETC a émis un avis favorable sur l'évaluation des transferts à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le rapport de CLETC a été transmis aux communes pour approbation. Compte tenu des méthodes de calcul validées par la CLETC, les AC définitives devront être adoptées par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres statuant à la majorité simple.

En conséquence, elle demande au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2017 du tableau sus visé et d'autoriser le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Conformément au rapport de CLETC, les attributions de compensation définitives 2017 s'établissent comme suit :

en euros	AC définitive 2015	CLETC 19/01/2016		CLETC 25/10/2016		CLETC 19/09/2017		AC provisoire 2018	
		Evaluation des charges	AC 2016 provisoire	Evaluation des charges	AC définitive 2016	Evaluation des charges	AC définitive 2017	Evaluation des charges	AC provisoire 2018
Baillargues	-478 902,88		-478 902,88	-10 055,83	-468 847,05	-2 071,53	-466 775,52		-466 775,52
Beaulieu	-153 518,84		-153 518,84	183,66	-153 702,50		-153 702,50		-153 702,50
Castelnau-le-Lez	-2 121 098,40		-2 121 098,40	3 654,43	-2 124 752,83		-2 124 752,83		-2 124 752,83
Castries	-250 395,30		-250 395,30	-1 864,75	-248 530,55		-248 530,55		-248 530,55
Clapiers	-592 941,60		-592 941,60	576,82	-593 518,42	-6 618,09	-586 900,33		-586 900,33
Cournonsec	-22 945,76	40 166,98	-63 112,74	20 081,54	-83 194,28	-508,05	-82 686,23	2 630,19	-85 316,42
Cournonterral	-453 595,68	28 825,32	-482 421,00	47 522,27	-529 943,27	-4 106,58	-525 836,69	-4,53	-525 832,16
Le Crès	-947 230,72		-947 230,72	45 726,93	-992 957,65		-992 957,65		-992 957,65
Fabrigues	141 691,38		141 691,38	685,67	141 005,71		141 005,71		141 005,71
Grabels	-829 743,60	-170 854,85	-658 888,75	716,12	-659 604,87		-659 604,87		-659 604,87
Jacou	-739 416,96		-739 416,96	568,79	-739 985,75		-739 985,75		-739 985,75
Juvignac	-1 921 894,04		-1 921 894,04	839,65	-1 922 733,69		-1 922 733,69		-1 922 733,69
Lattes	-497 350,52		-497 350,52	-17 789,48	-479 561,04		-479 561,04		-479 561,04
Lavérune	700 393,80	97 890,19	602 503,61	299,82	602 203,79	-3 374,10	605 577,89	-7 651,94	613 229,83
Montaud	-79 234,38	17 686,60	-96 920,98	101,88	-97 022,86		-97 022,86		-97 022,86
Montferrier-sur-Lez	-633 477,24		-633 477,24	374,58	-633 851,82		-633 851,82		-633 851,82
Montpellier	-45 682 709,56	-2 379 984,63	-43 302 724,93	-2 297 346,86	-41 005 378,07	91 372,00	-41 096 750,07		-41 096 750,07
Murviel-lès-Montpellier	-163 436,82		-163 436,82	206,26	-163 643,08		-163 643,08		-163 643,08
Pérols	-1 583 920,75		-1 583 920,75	13 076,91	-1 596 997,66		-1 596 997,66		-1 596 997,66
Pignan	-401 289,96	17 037,42	-418 327,38	705,85	-419 033,23		-419 033,23		-419 033,23
Prades-le-Lez	-725 419,16		-725 419,16	-6 234,87	-719 184,29		-719 184,29		-719 184,29
Restinclières	-142 957,40	51 952,41	-194 909,81	171,01	-195 080,82		-195 080,82		-195 080,82
Saint-Brès	-174 912,32	19 385,93	-194 298,25	291,92	-194 590,17		-194 590,17		-194 590,17
Saint-Drézéry	-152 597,32	16 523,81	-169 121,13	242,14	-169 363,27	-6 475,12	-162 888,15	3 284,72	-166 172,87
Saint-Geniès-des-Mourgues	-183 417,24	6 486,81	-189 904,05	193,38	-190 097,43		-190 097,43		-190 097,43
Saint-Georges-d'Orques	-135 493,56		-135 493,56	162 982,79	-298 476,35		-298 476,35		-298 476,35
Saint-Jean-de-Védas	-338 391,37	145 700,01	-484 091,38	945,26	-485 036,64	-0,76	-485 035,88	0,38	-485 036,26
Saussan	-158 304,24	9 592,12	-167 896,36	161,29	-168 057,65		-168 057,65		-168 057,65
Sussargues	-237 325,84		-237 325,84	282,49	-237 608,33		-237 608,33		-237 608,33
Vendargues	1 405 146,40		1 405 146,40	634,28	1 404 512,12		1 404 512,12		1 404 512,12
Villeneuve-lès-Maguelone	-492 435,88		-492 435,88	1 024,96	-493 460,84		-493 460,84		-493 460,84
<b>TOTAL</b>	<b>-58 047 125,76</b>	<b>-2 099 591,88</b>	<b>-55 947 533,88</b>	<b>-2 031 041,07</b>	<b>-53 916 492,81</b>	<b>68 217,77</b>	<b>-53 984 710,58</b>	<b>-1 741,18</b>	<b>-53 982 969,40</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 26 voix pour, 1 voix contre, approuve le montant de l'attribution de compensation définitive pour 2017 et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## Affaire n° 8

### Fonds de concours entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, indique au Conseil Municipal que Montpellier Méditerranée Métropole a réalisé au titre de ses compétences, les travaux suivants sur le territoire de la commune :

- travaux de réaménagement de la rue des Moulières.
- travaux de réaménagement de la rue Val aux Vignes
- travaux de réaménagement de la rue Bompard
- travaux de réaménagement de la rue Rayon d'Oc
- travaux de réaménagement du chemin des Pigeonniers

Les opérations décrites ci-dessus contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la commune de Clapiers. Elles participent au développement et à l'aménagement de son territoire.

A ce titre, la Commune envisage de prendre en charge une partie du financement de la réalisation de ces opérations par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du conseil municipal et du conseil de la Métropole.

Le montant total du fonds de concours qui peut être perçu par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant de ce fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération est réparti comme suit :

- Pour l'opération de travaux de réaménagement de la rue des Moulières d'un montant TTC de 146 000,00€, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 59 616,66€, soit 49% du montant prévisionnel HT de l'opération,
- Pour l'opération de travaux de réaménagement de la rue Val aux Vignes d'un montant TTC de 18 443,00€, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 7 530,00€, soit 49% du montant HT prévisionnel de l'opération,
- Pour l'opération de travaux de réaménagement de la rue Bompard d'un montant TTC de 33 947,00€, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 13 861,00€, soit 49% du montant HT prévisionnel de l'opération,
- Pour l'opération de travaux de réaménagement de la rue Rayon d'Oc d'un montant TTC de 10 978,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 4 482,00€, soit 49% du montant HT prévisionnel de l'opération,
- Pour l'opération de travaux de réaménagement du chemin des Pigeonniers d'un montant TTC de 33 717,00€, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 13 767,00€, soit 49% du montant HT prévisionnel de l'opération.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

Après en avoir délibéré par 26 voix pour, 1 voix contre, le Conseil Municipal :

- ✓ approuve le versement d'un fonds de concours d'un montant total prévisionnel de 99 256,66€, pour la réalisation de ces opérations,
- ✓ approuve la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe,
- ✓ autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention après approbation concordante de la Commune et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

#### **Affaire n° 09**

### **Décision Modificative budgétaire N°1 au budget principal de la Commune pour l'exercice 2017**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, expose que cette modification porte d'une part sur la section de fonctionnement et d'autre part sur la section d'investissement.

En section de fonctionnement, compte tenu du remplacement d'un agent administratif malade depuis le mois de mai, les crédits dédiés aux dépenses de personnel s'avèrent insuffisants (chapitre 012). Il convient donc de les augmenter comme suit :

- Rémunération des agents non titulaires (article 64131) : + 19 000€
- Cotisations aux caisses de retraite (article 6453) : + 9 000€

La Commune ayant reçu, depuis le vote du budget, la notification des bases fiscales, il sera proposé de modifier comme suit les recettes de fonctionnement :

- Taxes foncières et d'habitation (article 73 111) : +28 000€

En section d'investissement, la Commune a reçu la notification de trois subventions, qu'elle avait sollicitées. Il sera proposé de procéder à l'inscription des recettes nouvelles d'investissement suivantes :

- Réserve Parlementaire, pour les travaux de mise aux normes d'accessibilité des courts et du club-house du tennis : 10 000€ (article 1321)
- Réserve Parlementaire, pour les travaux de construction des nouveaux ateliers municipaux : 10 000€ (article 1321)
- Fonds départemental d'aide aux Communes, pour les travaux de mise aux normes d'accessibilité des courts et du club-house du tennis : 30 000€ (article 1323)

Afin de concourir à divers travaux de voirie, il convient de verser un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole, d'un montant de 100 000€ environ. Il sera proposé d'inscrire cette dépense nouvelle.

- Groupement à Fiscalité Propre de rattachement : bâtiments et installations : + 100 000€ (article 2041512)

Enfin, compte tenu du report de certains travaux, il conviendra de constater la modification suivante ;

- Installations générales et agencements (article 2135) : -50 000€

L'équilibre budgétaire est ainsi préservé. La section de fonctionnement s'élève à 5 132 513€ en dépenses et recettes, la section d'investissement est d'un montant de 2 368 791,07€ en dépenses et recettes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 23 voix pour, 1 voix contre et 3 abstentions, approuve la Décision Modificative budgétaire telle que présentée dans le document joint en annexe et d'autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

#### **Affaire n° 10**

##### **Admission en non-valeur**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, indique au Conseil Municipal que Monsieur le Comptable Public a informé la Commune que malgré ses diverses tentatives, il n'a pas été en mesure de recouvrir 10 titres émis par la Commune. Ces créances sont portées sur la liste n° 2807150531 dont le montant total s'élève à 701,54€.

Elle propose au Conseil Municipal d'autoriser l'admission en non-valeur de ces créances. Celle-ci se traduira par un mandat au compte 6541.

Par ailleurs, Monsieur le Comptable a indiqué à la Commune l'extinction de deux créances datant de 2014, par suite d'une liquidation judiciaire, pour un montant de 234€. Leur annulation se traduira par l'émission d'un mandat au compte 6542.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve cette affaire à l'unanimité et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document s'y rapportant.

#### **Affaire n° 11**

##### **Attribution de subventions aux associations**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'attribuer les subventions aux associations comme indiqué dans le tableau ci-dessous et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

<b>Nom de l'association</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Exceptionnelle</b>
Clap'yes	300 €	200 €
Clapiers Basket	1 500 €	
Cla-pieds Rando	250 €	
Peg'oroc	500 €	
<b>Totaux</b>	<b>2 550 €</b>	<b>200 €</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité ces attributions de subventions, conformément au tableau ci-dessus, et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document s'y rapportant.



## Affaire n° 12

### Indemnité de Conseil versée au Comptable Public au titre de l'année 2017

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, expose au Conseil Municipal que Monsieur le Comptable Public a adressé à la commune l'état liquidatif de son indemnité de conseil au titre de l'année 2017, ainsi que celle de son prédécesseur, M. Dominique CARDI.

Celles-ci sont calculées à partir du montant des dépenses de la Commune des trois derniers exercices échus (en l'espèce, 2014 à 2016).

Pour Monsieur Cardi, le montant brut s'élève à 184,89€, dont il faut déduire 13,61€ de CSG, 0,90€ de RDS et 1,84 pour le 1% solidarité. Soit une indemnité nette de 168,54€, pour 72 jours de gestion sur une année comptable de 360 jours.

Pour Monsieur Souverville, le montant brut s'élève à 739,55€, dont il faut déduire 54,48€ de CSG, 3,63€ de RDS et 7,39€ pour le 1% de solidarité. Soit une indemnité nette de 674,05€, pour 288 jours de gestion sur une année comptable de 360 jours.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 25 voix pour, 1 voix contre et 1 abstentions, autorise le versement des indemnités de conseils précitées, au titre de l'année 2017, aux comptables publics et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjointes à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## Affaire n° 13

### Demande de subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) Extension locaux administratifs Espace Bonnier

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, indique au Conseil Municipal que la seconde tranche des travaux d'extension des locaux administratifs de la Mairie au sein de l'Espace Bonnier aura lieu en 2018. L'enveloppe pour cette tranche est estimée à 800 000€ TTC.

Ceux-ci pouvant être financés par la DETR, il convient de faire une demande de subvention à ce titre.

Elle propose au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement suivant :

Objet de la dépense	Montant HT	Montant TTC	Financements	Sur la base des dépenses HT	Soit taux de financement
Extension des locaux administratifs de la Mairie - Espace bonnier : 2ème tranche	666 666,67 €	800 000,00 €	DETR	533 333,33 €	80,00%
			Commune	133 333,33 €	20,00%
<b>TOTAL DES TRAVAUX</b>	<b>666 666,67 €</b>	<b>800 000,00 €</b>	<b>Montant total des subventions demandées au titre de la DETR 2017</b>	<b>533 333,33 €</b>	<b>80,00%</b>
			Commune	133 333,33 €	20,00%

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à solliciter, auprès des services de l'Etat, une subvention conformément au plan de financement présenté ci-dessus et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## Affaire n° 14

### Demande de subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement des écoles

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, expose au Conseil Municipal que suite à l'étude de faisabilité pour le réaménagement des écoles, qui est actuellement menée, la Commune fera appel à un maître d'œuvre afin de préparer les travaux.

La maîtrise d'œuvre pouvant être financés par la DETR, il convient de faire une demande de subvention à ce titre.

Elle propose au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement suivant :

Objet de la dépense	Montant HT	Montant TTC	Financements	Sur la base des dépenses HT	Soit taux de financement
Maîtrise d'œuvre pour les travaux de réaménagement des écoles	247 000,00 €	296 400,00 €	DETR	197 600,00 €	80,00%
			Commune	49 400,00 €	20,00%
<b>TOTAL DES TRAVAUX</b>	<b>247 000,00 €</b>	<b>296 400,00 €</b>	<b>Montant total des subventions demandées au titre de la DETR 2017</b>	<b>197 600,00 €</b>	<b>80,00%</b>
			Commune	<b>49 400,00 €</b>	<b>20,00%</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à solliciter, auprès des services de l'Etat, une subvention conformément au plan de financement présenté ci-dessus et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

#### Affaire n° 15

##### **Demande de subvention au Conseil Départemental de l'Hérault au titre des Espaces Naturels Sensibles**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, expose au Conseil Municipal que la Commune a préempté la parcelle cadastrale BT 01, le 13 juillet 2017, au titre du droit de préemption en Espaces Naturels Sensibles, par substitution au département. La contenance de ce terrain est de 5 870m².

L'acquisition de cette parcelle s'élève à 46 960€, frais d'agence inclus.

Il est prévu que cette parcelle soit aménagée et ouverte au public. Les équipements et aménagements sont estimés à 1 500€ TTC.

Le coût total de l'opération s'élève donc à 48 460€.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De solliciter le Conseil Départemental afin d'obtenir une subvention aussi importante que possible au titre des espaces naturels sensibles pour cette opération
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

#### Affaire n° 16

##### **Frais de mission des Elus - Mandat Spécial**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'accorder, à Monsieur le Maire et à l'un des Conseillers Municipaux, un mandat spécial pour les exercices 2017, 2018 et 2019 afin que ceux-ci représentent la Commune au Congrès des Maires de France.

Sur la base de ce mandat spécial, le Maire et le Conseiller Municipal l'accompagnant pourront prétendre au remboursement de leurs frais de déplacement sur la base de leurs dépenses réelles.

Conformément à l'article R2123-22-1 du CGCT ainsi que des articles 3 et 7 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006, leurs frais d'hébergement et de restauration seront remboursés sur la base :

- d'un forfait de 15,25€ par repas
- de 70€ par nuitée,

Toutefois, le versement de ces indemnités ne pourra en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité cette affaire et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document s'y rapportant.

## Affaire n° 17

### Débat d'Orientations Budgétaires - Rapport sur les Orientations Budgétaires

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 14 novembre 2017,

Madame France Gaborit, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée aux finances, propose aux membres du Conseil Municipal de débattre sur les orientations budgétaires pour l'année 2018, à l'appui du Rapport sur les Orientations Budgétaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte ce rapport à la majorité absolue (23 voix pour, 3 voix contre, 1 abstention).

## URBANISME/FONCIER

## Affaire n° 18

### Prise en considération de la mise à l'étude d'une opération d'aménagement relative au secteur du cœur de village au titre de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme

Monsieur Gilles CHRETIEN, Adjoint Délégué à l'Urbanisme et aux Affaires Foncières, rappelle au Conseil Municipal que ces quinze dernières années, le territoire de Clapiers a connu de grandes mutations.

Avec plus de 800 habitants supplémentaires accueillis sur la commune depuis 1999, le village s'est considérablement développé, avec de nombreux nouveaux quartiers situés en périphérie du centre ancien.

La commune de Clapiers est attractive, et ce dynamisme se poursuit avec le démarrage des travaux de l'éco-quartier de la ZAC du Castelet dont la première tranche devrait être réalisée d'ici à 2019, ainsi que les opérations privées de logements récemment achevées et celles à venir.

Dans ce contexte de développement, il est fondamental de veiller à ce que ces nouveaux quartiers soient pleinement intégrés à la vie communale. En outre, les nouvelles opérations vont avoir des effets non négligeables en termes de circulation, de stationnement, et d'équipements publics qu'il convient d'anticiper.

Il rappelle que le cœur du village est le noyau historique de Clapiers : il doit rester le centre de vie privilégié du territoire.

Les liaisons et échanges entre le boulevard de la Liberté et le centre ancien doivent être favorisés, le parc Claude Leenhardt doit être mis en valeur et conforté dans sa position de pôle de vie. En cœur de village, les équipements et espaces publics doivent être adaptés et requalifiés, pour répondre aux besoins futurs et maintenir un centre de vie attractif. En outre, il existe un réel enjeu de remobilisation du foncier libéré par les ateliers municipaux.

C'est dans cet objectif que la municipalité a récemment initié une étude de programmation urbaine, visant à définir une démarche stratégique d'intervention urbaine sur le centre-ville, du boulevard de la Liberté à la place Max Leenhardt. Cette mission, menée par le groupement Agir en Ville-Urban Projects-Sitédudes-Cereg et avec une collaboration active des Clapiérois, doit aboutir à une esquisse d'aménagement urbain et architectural pour les secteurs à enjeux identifiés. Les orientations urbaines et programmatiques ainsi retenues pourront ensuite être intégrées au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), dont l'élaboration a été prescrite par délibération du Conseil de Métropole en date du 12 novembre 2015.

Comme cela fut le récemment le cas pour le secteur du Fesquet, secteur-clé pour le développement communal faisant également l'objet d'une étude de définition urbaine, la volonté communale d'encadrer l'évolution du secteur du centre-ville implique la mise en place d'outils spécifiques, permettant la poursuite des réflexions urbaines en cours tout en préservant le site d'une urbanisation au coup par coup.

C'est pourquoi il propose au Conseil Municipal de prendre en considération l'étude urbaine initiée sur le secteur du centre-ville, et d'instituer sur l'îlot libéré par les ateliers municipaux, situé entre la rue des Moulières et la rue de Vendargues, un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme.

Il précise que la délimitation de ce périmètre, qui concerne les parcelles listées et délimitées en annexe, a pour objectif de ne pas compromettre la faisabilité de l'opération d'aménagement future actuellement en cours de définition dans le cadre de l'étude de programmation urbaine, et de ne pas rendre plus onéreuse sa réalisation.

Cette disposition permettra à la commune de préserver l'évolution du site dans l'attente de la traduction réglementaire dans le PLUi des conclusions de cette étude, et pour une durée maximale de dix ans.

Dans ce périmètre, un sursis à statuer pourra être opposé aux demandes d'autorisations dans le cas où les travaux, constructions ou installations prévues seraient de nature à compromettre l'exécution de la future opération d'aménagement.

En conséquence, il propose au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Décider de prendre en considération la mise à l'étude d'une opération d'aménagement sur le secteur du centre-ville en application de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme,
- Délimiter un périmètre d'étude sur le secteur défini en annexe,
- Dire que, dans le périmètre d'étude, le Maire ou un adjoint délégué pourra surseoir à statuer à toute demande d'occupation des sols dans les conditions prévues par l'article L.424-1 du code de l'urbanisme,
- Indiquer que la présente délibération fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et sera affichée pendant un mois au siège de la Métropole et de la Mairie de Clapiers en application de l'article R.424-24 du code de l'urbanisme,
- Préciser que le dossier pourra être consulté en Mairie de Clapiers,
- Autoriser le Maire ou un adjoint à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De prendre en considération la mise à l'étude d'une opération d'aménagement sur le secteur du centre-ville en application de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme,
- De délimiter un périmètre d'étude sur le secteur défini en annexe,
- De dire que, dans le périmètre d'étude, le Maire ou un adjoint délégué pourra surseoir à statuer à toute demande d'occupation des sols dans les conditions prévues par l'article L.424-1 du code de l'urbanisme,
- D'indiquer que la présente délibération fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et sera affichée pendant un mois au siège de la Métropole et de la Mairie de Clapiers en application de l'article R.424-24 du code de l'urbanisme,
- De préciser que le dossier pourra être consulté en Mairie de Clapiers,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

## **Affaire n° 19**

### **Echange de parcelles forestières**

Vu l'avis de la Commission urbanisme-foncier, réunie le 14 novembre 2017,

Monsieur Gilles CHRETIEN, adjoint délégué à l'urbanisme et aux affaires foncières, expose aux membres du Conseil Municipal que la Commune souhaite procéder à un échange de parcelles avec la société civile immobilière Le Clos des Chanterelles, propriétaire d'espaces boisés. Cela fait suite à la délibération approuvée lors du Conseil Municipal du 11 mai dernier relative à la distraction du régime forestier de ces mêmes parcelles.

Il rappelle au Conseil Municipal que les parcelles cédées par la Commune seraient les suivantes :

- BS 8 pour 7 316m<sup>2</sup>,
- BS 10 en totalité
- BS 11 pour 844m<sup>2</sup>
- BS 229 pour 3 300m<sup>2</sup>

Soit une superficie totale de 12 594m<sup>2</sup>.

En contrepartie, la Commune acquerra les parcelles BR 10, BR 11, BR 12 et BD 30 en intégralité, soit une superficie totale de 14 959m<sup>2</sup>, qui seront intégrées au régime forestier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à l'unanimité :

- d'approuver cet échange,
- d'autoriser Monsieur Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## **Affaire n° 20**

### **Cession de terrain à Montpellier Méditerranée Métropole**

Vu l'avis de la Commission urbanisme-foncier, réunie le 14 novembre 2017,

Monsieur Gilles CHRETIEN, adjoint délégué à l'urbanisme et aux affaires foncières rappelle qu'au mois d'août 2016, la Commune s'est rendue propriétaire de la parcelle CC 50, située aux Moulières, en vertu d'un protocole d'accord transactionnel conclu avec l'indivision Leenhardt. Ce terrain a vocation à accueillir un bassin d'écroulement. Or, c'est Montpellier Méditerranée Métropole qui détient la compétence hydraulique et qui doit par conséquent réaliser cet ouvrage.

Il propose au Conseil Municipal de céder la parcelle CC 50, d'une contenance de 11 401m<sup>2</sup>, à Montpellier Méditerranée Métropole. Le prix proposé est 8€/m<sup>2</sup>, soit 91 208€, auxquels il convient d'ajouter 10 121€ d'indemnités de remploi. Le montant total de la transaction s'élève à 101 329€, qui est le prix exact auquel la Commune a acheté ce terrain.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à l'unanimité :

- d'approuver cette cession,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire

## PERSONNEL COMMUNAL

### Affaire n° 21

#### Modification du tableau des effectifs

Monsieur Thierry NOËL, adjoint délégué au personnel, explique que pour des motifs de bonne gestion des services, il sera proposé au Conseil Municipal :

- De créer un poste d'attaché territorial à temps complet

Et de modifier en conséquence le tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de modifier ainsi qu'il suit le tableau des effectifs :

#### Service Administratif :

Directeur Général des Services .....	temps complet.....	1
Attaché Principal .....	temps complet.....	1
Attaché .....	temps complet.....	2
Rédacteur.....	temps complet.....	2
Technicien .....	temps complet.....	1
Adjoint Administratif Principal 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet.....	1
Adjoint Administratif Principal 2 <sup>ème</sup> classe.....	temps complet.....	3
Adjoint Administratif .....	temps complet.....	3
Contractuel Collaborateur de Cabinet.....	temps complet.....	1

#### Service Communication :

Adjoint Administratif Principal 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet.....	1
Adjoint Administratif Principal de 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet.....	1
Adjoint Administratif.....	temps incomplet (25h) .....	1

#### Police Municipale :

Chef de Service de police municipale Principal 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet.....	1
Chef de Service de police municipale .....	temps complet.....	1
Brigadier Chef Principal.....	temps complet.....	1
Gardien-Brigadier.....	temps complet.....	2
Adjoint Administratif Principal 2 <sup>ème</sup> classe.....	temps complet.....	1

#### Service Technique :

Ingénieur .....	temps complet.....	1
Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet.....	1
Adjoint Technique Principal 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet.....	1
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe.....	temps complet.....	2
Adjoint Technique .....	temps complet.....	4

#### Service des Écoles et Restaurants Scolaires :

ATSEM Principal de 1 <sup>ère</sup> classe.....	temps complet.....	2
ATSEM Principal de 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet.....	2
Agent de maîtrise .....	temps incomplet (29h) .....	1
Adjoint Technique Principal de 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps complet.....	1
Adjoint Technique Principal de 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps incomplet (31h) .....	1
Adjoint Technique Principal de 1 <sup>ère</sup> classe .....	temps incomplet (29h) .....	1
Adjoint Technique Principal de 2 <sup>ème</sup> classe.....	temps complet.....	3
Adjoint Technique .....	temps complet.....	4
Adjoint Technique .....	temps incomplet (33 h) .....	1

Adjoint Technique .....	temps incomplet (29 h) .....	1
Adjoint Technique .....	temps incomplet (25 h) .....	1
Adjoint Technique .....	temps incomplet (23 h) .....	1
Adjoint Technique .....	temps incomplet (20 h) .....	2
Adjoint Technique .....	temps incomplet (18 h) .....	1

#### **Services Culture – Sport – Convivialité – Protocole**

Animateur .....	temps complet.....	1
Adjoint Administratif.....	temps complet .....	1

#### **Service Enfance - Jeunesse**

Attaché principal .....	temps complet.....	1
Animateur principal 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet.....	1
Animateur .....	temps complet.....	2
Adjoint Administratif.....	temps complet .....	1
Adjoint d'animation Principal 2 <sup>ème</sup> classe .....	temps complet.....	2
Adjoint d' Animation.....	temps incomplet (33h) .....	1
Adjoint d' Animation.....	temps incomplet (25h) .....	1
Adjoint d' Animation.....	temps incomplet (24h) .....	1
Adjoint d' Animation.....	temps incomplet (22h) .....	1

---

**L'ordre du jour étant épuisé, le Maire lève la séance à 21h30**